Niveau(x) d'enseignement: 1 Numéro EDUQ : 8270527
Centre d'intérêt: 430

Crespo, Manuel, 1939-.

L'opinion québécoise et le choix des coupures en éducation / Manuel Crespo et Jean Baptiste Haché. -- [Montréal] : Université de Montréal, Section d'administration scolaire, [1982?].
[10] f. ; 28 cm.

Cote Dewey: 379.11'09714/C921o Cote LC: LB/2891/.Q3

Descripteur(s): *Coût *Budget *Finances scolaires *Salaire de l'enseignant *Enseignement privé *Fonction publique *Administrateur *Aide aux milieux défavorisés *Opinion publique

Identificateur(s) de nom: *Université de Montréal (Québec) Centre de sondage

Identificateur(s) de sujet: *Coupures budgétaires *Gel des salaires *Aide aux immigrants

Le Centre de sondage de l'Université de Montréal a réalisé, en novembre 1981, un sondage portant sur les effets des coupures budgétaires sur la qualité de l'éducation ainsi que sur le choix des stratégies de réduction budgétaire dans le domaine. L'étude examine les réponses à la seconde question qui demandait aux répondants de choisir entre quatre types de stratégies de réduction budgétaire: 1. Diminuer le nombre de fonctionnaires et d'administrateurs; 2. Eliminer les écoles privées subventionnées par l'Etat; 3. Geler le salaire des enseignants; 4. Couper les budgets spéciaux comme l'aide aux milieux défavorisés ou aux immigrants.

Le sondage a été effectué au moyen d'entrevues téléphoniques, en novembre 1981, auprès d'un échantillon de personnes représentatif de l'ensemble de la population québécoise. Au total, 2091 réponses ont été recueillies.

La distribution des réponses s'établit respectivement aux taux suivants: 52,3%, 17,1%, 11,1% et 9.4% pour chacun des quatre choix proposés, 9,6% des personnes ayant répondu ne pas savoir et 0,5% n'ayant fourni aucune réponse. L'analyse des variations introduites dans les réponses par l'intervention de facteurs tels la région, le sexe, la langue, l'âge, le niveau du revenu, le niveau de scolarité ou l'occupation ne révèle pas de différences significatives dans la distribution des choix.

Type de document: r
Notice(s) connexe(s): 8270526
Auteur de l'analyse: fr

E D U Q 8270527

L'OPINION QUEBECOISE ET LE CHOIX DES COUPURES EN EDUCATION

Manuel Crespo

et

Jean Baptiste Haché

Administration Scolaire

Faculté des Sciences de l'éducation

Université de Montréal

Une publication antérieure (??) portant sur des résultats d'un récent sondage[1], rapportait que les deux tiers de l'opinion publique québécoise percevait le genre de coupures faites par le gouvernement comme ayant des effets négatifs sur la qualité de l'éducation dans les écoles. Indépendamment de la région habitée, du groupe linguistique, du sexe, de l'âge et des caractéristiques démographiques et socio-économiques habituelles, les québécois questionnaient sérieusement la gestion actuelle de l'austérité en éducation. Cette opinion a-t-elle des orientations précises quant au choix des stratégies de réduction budgétaire? La réponse à cette question,élaborée à partir des données du même sondage, fait l'objet du présent article.

La question du sondage portant sur le choix des stratégies de réduction budgétaire demandait aux répondants de ne choisir qu'une réponse parmi les stratégies proposées. Elle était formulée comme suit: En supposant qu'il est nécessaire de couper dans les budgets de l'éducation, quel choix feriez-vous parmi les coupures suivantes:

- diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires?
- éliminer les écoles privées subventionnées par l'Etat?
- geler les salaires des professeurs?
- couper les budgets spéciaux comme l'aide aux milieux défavorisés ou aux immigrants?

Si l'on n'a proposé aux répondants que quatre choix, c'était pour mieux s'ajuster à la nature du sondage par entrevues téléphoniques et en raison des ressources disponibles. L'ensemble des choix proposés est néanmoins pertinent non seulement parce qu'il regroupe des stratégies susceptibles d'être utilisées dans l'avenir, mais aussi parce que les choix se rapportent à des sujets d'actualité. Le gouvernement, par exemple, semble décidé à réaménager l'appareil bureaucratique pour atteindre une plus grande efficacité. Dans une période de décroissance des effectifs scolaires et des

restrictions budgétaires, l'on peut être tenté de proposer l'abolition d'un système d'éducation privé subventionné, jugé trop onéreux pour l'Etat. Comme les professeurs représentent une catégorie occupationnelle nombreuse, et que les négociations dans le secteur publique commencent bientôt, il était utile de connaître la proportion de répondants qui favoriseraient le choix du gel de salaires pour cette catégorie. Enfin, en période de diminution des ressources, il était important de connaître si la population québécoise était disposée à maintenir des programmes éducatifs à caractère social.

Le Tableau 1 présente la distribution des réponses à la question posée:

TABLEAU 1

Distribution des réponses sur le choix des coupures

(%)

Diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires	52,3
Eliminer les écoles privées subventionnées	17,1
Geler les salaires des professeurs	11,1
Couper les budgets spéciaux (milieux défavorisés, immigrants)	9,4
Ne sait pas	9,6
Non répondants	0,5
%	100.
N	(2091)

Une majorité (52,3%) de la population québécoise choisit la diminution du nombre d'administrateurs et de fonctionnaires comme première coupure à faire. Ce pourcentage est trois fois plus élevé que le deuxième choix, celui d'éliminer les écoles privées subventionnées (17,1%). La différence entre la proportion des répondants optant pour le gel des salaires des professeurs (11,1%) et celle favorisant les coupures dans les budgets spéciaux (9,6%) est très petite. Enfin, le pourcentage des sans opinions et des non-répondants pris ensemble est très réduit dépassant à peine 10%

Cette distribution des réponses se retrouve-t-elle lorsqu'on désagrège les réponses selon la région habitée? Contrairement aux opinions concernant l'impact des coupures sur la qualité de l'éducation, l'on retrouve ici plusieurs différences entre les régions (voir Tableau 2). Bien que la diminution du nombre d'administrateurs et de fonctionnaires constitue le premier choix dans toutes les régions, ce choix n'est pas retenu par une majorité absolue de répondants dans d'eux d'entre elles. De plus, sauf pour deux régions, l'ordre des autres choix n'est pas le même que celui du Tableau 1.

Le sexe du répondant n'est pas, comme dans le cas de la région, une source de variation dans les réponses. Le regroupement des données selon la langue d'usage ne révèle pas non plus de différences significatives. Mais contrairement aux facteurs sexe et langue d'usage, l'âge introduit certaines variations dans la distribution des choix des répondants. Ces variations ne modifient pas foncièrement la direction des choix, car la diminution du nombre d'administrateurs et de fonctionnaires, demeure le premier choix dans toutes les catégories d'âge, et l'élimination des écoles privées subventionnées, le deuxième choix dans quatre des six catégories d'âge. Cependant, pour les catégories d'âge regroupant les 55 ans et plus, diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires ne retient pas, comme dans les autres catégories, une majorité absolue des opinions, les proportions étant de 48% pour les 55-64 ans et de 35,7% pour les 65 ans et plus.

TABLEAU 2

Choix des coupures budgétaires selon la région

(%)

Région

Choix des coupures	Montréal	Québec	Sud du Québec	Centre	Ouest et N.O.	Gaspésie Sept-Ile
Diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires	55,9	53,8	55,2	50,7	37,9	41,3
Eliminer le nombre des écoles privées subventionnées	18,2	13,2	12,1	16,6	19,9	25,1
Geler le salaire des professeurs	8,0	15,7	15,3	12,1	13,7	11,1
Couper les budgets spéciaux (milieux défavorisés, immigrants)	7,4	10,3	9,1	10,6	16,3	13,3
Ne sait pas	10,5	7,0	8,3	10,0	12,1	9,2
%	100	100	100	100	100	100
N	(931)	(257)	(302)	(306)	(140)	(144)

Non répondants = 11

Pour ce qui est de l'élimination des écoles privées subventionnées, ce choix varie inversement avec l'âge: plus l'âge augmente, moins on est porté à le favoriser, les proportions allant de 20% pour les moins de 25 ans à 11% pour les 65 ans et plus.

Les deux autres choix --gel des salaires des enseignants et réduction des budgets spéciaux-- comportent peu de variabilité. Sauf dans trois cas, les différences ne dépassent pas de 2% les pourcentages du Tableau 1. Il est à noter, cependant, que la proportion des répondants n'exprimant pas d'opinion augmente avec l'âge,allant de 4,7% pour les moins de 25 ans à 26,6% dans le cas des 65 ans et plus.

Les niveaux de revenu et de scolarité ainsi que l'occupation sont à l'origine de différences dans le choix. Elles ne sont cependant pas suffisantes pour déplacer du premier rang le choix de diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires.

Une première constatation se dégage de l'analyse selon le niveau du revenu (voir Tableau 3). Pour les répondants ayant un revenu (20,2% n'en ont pas) plus celui-ci est élevé, plus ils optent pour le choix qui consiste à diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires. Les pourcentages varient de 49,7% pour la catégorie de 10 000$ - 14 000$ à 72,5% pour ceux dont le revenu est de 50 000$ et plus.

Pour ce qui est de l'élimination des écoles privées subventionnées, il constitue le deuxième choix dans toutes les catégories de revenu, sauf pour la plus élevée dont seulement 5% favorise cette option. Pour cette catégorie le gel des salaires des professeurs est relativement plus choisi (8,1%) que l'élimination des écoles privées subventionnées. Notons qu'en général le gel des salaires des professeurs et la coupure des budgets spéciaux sont retenus dans des proportions légèrement plus importantes par les catégories de répondants ayant des revenus de moins de 20 000$ (8,3% à 14%) que par ceux dont les revenus sont de 20 000$ et plus (5,5% à 8,6%).

TABLEAU 3

Choix des coupures selon le revenu
(%)

Choix des coupures	Revenu: Aucun	Moins de 10 000$	10 000-14 999$	15 000-19 999$	20 000-29 999$	30 000-49 999$	50 000$ et plus
Diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires	51,2	49,7	49,8	53,4	60,4	63,6	72,5
Eliminer les écoles privées subventionnées	19,1	15,6	15,4	13,8	20,6	16,8	5,0
Geler le salaire des professeurs	10,5	13,1	13,2	12,3	6,9	8,6	8,0
Couper dans les budgets spéciaux	9,1	8,3	14,0	13,3	7,1	5,5	-
Ne sait pas	10,1	13,3	7,6	7,2	5,0	5,5	14,5
%	100	100	100	100	100	100	100
N	(412)	(608)	(343)	(244)	(281)	(117)	(30)

Non répondants: = 56

Le niveau de scolarité des répondants est un facteur de variation des opinions. L'option de diminuer le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires comme premier choix varie directement avec le niveau de scolarité: plus on est scolarisé plus l'on estime que c'est d'abord là que l'on doit couper. Bien que cette option constitue le premier choix des répondants ayant 7 ans de scolarité ou moins, seulement 34,6% d'entre eux sont de cet avis. Cette proportion passe à 50,2% pour ceux de 8 à 11 ans de scolarité, à 59,3% pour ceux ayant de 12 à 15 ans et à presque le double (66,5%) dans le cas de ceux ayant 16 ans et plus. Sauf pour les répondants ayant une scolarité de 7 ans ou moins, l'élimination d'écoles privées subventionnées reste le deuxième choix. Quant aux autres deux choix, ils varient inversement avec le niveau de scolarité. Ce sont les moins scolarisés qui favorisent le gel des salaires des professeurs dans une plus forte proportion (15,4%). L'élimination des budgets spéciaux est favoriséepar 14,6% des moins scolarisés, tandis que les plus scolarisés choisissent cette option dans une proportion de seulement 5,4%.

Les réponses selon l'occupation accusent une certaine variabilité mais aucune tendance systématique n'est décelable. On peut néanmoins réitérer que, dans toutes les catégories occupationnelles, la diminution du nombre d'administrateurs et de fonctionnaires occupe la première place et que, sauf dans un cas, l'élimination des écoles privées subventionnées, la deuxième.

Le portrait qui se dégage des analyses a une grande constante: la diminution du nombre d'administrateurs et de fonctionnaires apparaît comme la stratégie la plus favorisée par les québécois. Indépendemment de la région, du sexe, de la langue d'usage, de l'âge, du revenu, de la scolarité ou de l'occupation, les répondants portent leur choix premier sur la diminution de l'appareil bureaucratique. On peut affirmer aussi, qu'en général, le deuxième choix des répondants se porte sur l'élimination des écoles privées subventionnées. Ce choix, cependant, est très loin d'obtenir l'appui donné au premier. En effet, alors que l'élimination des écoles privées

subventionnées obtient rarement plus de 20% des opinions, la diminution de l'appareil bureaucratique est l'option privilégiée, dans la plupart des cas, par au moins 50% des répondants. Quant aux deux autres options offertes, la variabilité des réponses ne permet pas d'établir une hiérarchisation. Cela est en bonne partie dû au faible écart entre les pourcentages des répondants retenant des choix. Des analyses plus poussées ne font que confirmer les constatations précédentes. Dans presque tous les cas, analyses révèlent le choix de la diminution de l'appareil bureaucratique comme prépondérant, et dans plus de 50% des cas, l'élimination des écoles privées subventionnées, comme deuxième.

Pour bien saisir la portée de ce sondage, il importe de tenir compte des limites suivantes. D'abord, les stratégies de coupures budgétaires proposées ne sont pas les seules auxquelles les responsables de l'éducation au Québec feraient appel. En deuxième lieu, les économies budgétaires réalisables par les différentes stratégies ne sont pas toutes de grandeur égale. Les économies effectuées par exemple, en réduisant les budgets spéciaux pour les milieux défavorisés ou les immigrants ne sont pas du même ordre que celles obtenues par un gel de salaires des professeurs. Et il n'est pas du tout certain--le contraire est peut-être plus plausible--que les répondants aient une idée exacte des sommes impliquées dans chacune des stratégies proposées.

Néanmoins, l'on peut avancer sans trop de risques de se tromper, quelques considérations qui aideront à mieux évaluer les implications des choix observés. Comme la question sur l'appareil bureaucratique portait explicitement sur le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires, on peut conclure que les répondants ont une idée défavorable de l'efficacité de cet appareil. La formulation de la question sur les écoles privées est quelque peu ambigue et de ce fait, un tel choix devient attrayant pour des répondants qui souhaiteraient les voir disparaître pour des raisons plutôt idéologiques. Il faut noter, toutefois, que la question insistait principalement sur l'aspect financier (subvention) que sur l'aspect plus politique de l'existence de ce type d'écoles. Le sondage révèle ainsi un malaise face au financement

des écoles privées en période d'austérité. Par ailleurs, il peut paraître surprenant, dans le contexte actuel, que le gel des salaires des professeurs ait retenu si peu d'adhérents Cependant comme ce choix peut affecter par extension un grand nombre de répondants salariés, il devient peut-être moins attrayant en dépit des économies importantes impliquées. Enfin, le pourcentage peu élevé de répondants favorisant des coupures dans les budget spéciaux destinés aux milieux défavorisés et aux immigrants indique l'existance d'une certaine conscience sociale qui refuserait de faire porter le poids des restrictions budgétaires sur les citoyens les plus démunis.

N O T E S

(1) Il s'agissait du sondage Omnibus du Centre de sondage de l'Université de Montréal de novembre 1981 dont l'échantillon comprend 2091 répondants représentant l'ensemble de la population québécoise. La marge d'erreur d'un tel sondage est de 2,4% pour des distributions univariées.